

*Initiatives ministérielles*

C'est un amendement très sensé. Cet amendement offre aux gouvernements futurs la garantie qu'ils prendront le pouvoir dans un Canada en meilleure santé économique. Autrement, les conservateurs leur légueront de piètres conditions économiques.

Les conservateurs qui forment le gouvernement actuel font des dégâts incroyables d'un bout à l'autre de notre pays, que ce soit dans le régime d'assurance-maladie, dans les systèmes d'éducation et de formation, dans les programmes de développement régional, dans les stratégies d'exploitation des ressources ou dans les milieux agricoles.

Région après région, le gouvernement est en train de détruire les assises de la croissance économique future. Cet amendement prévoit que, d'ici à ce que ce gouvernement soit remplacé et que—si nous le remplaçons—nous nous débarrassions de la TPS, les recettes tirées de celle-ci devraient servir à d'autre chose de plus créatif que le simple remboursement des intérêts de la dette.

Mettons ces recettes au profit des gens. Faisons en sorte que le gouvernement se concentre sur les difficultés de tous les Canadiens. Pour ma part, je ne parviens pas à comprendre comment le gouvernement peut présenter un tel projet de loi et nous faire ainsi perdre notre temps. S'il acceptait au moins cet amendement pour que les recettes tirées de cette mauvaise taxe servent à des fins constructives, créatives et utiles d'ici à son abolition, il ferait au moins un pas dans la bonne direction, après nous avoir trop souvent fait régresser.

• (1320)

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, voilà tout un moment que nous entendons une série de députés socialistes parler de la taxe sur les produits et services, alors que les Canadiens savent très bien, je pense, que les députés du NPD et leur parti sont opposés à cette taxe.

Lorsqu'on leur demande par quoi ils remplaceraient la taxe sur les produits et services, mon collègue de Kamloops répond qu'il augmenterait les taxes dans d'autres secteurs. Il imposerait sans doute les sociétés jusqu'à ce que mort s'ensuive, vu qu'elles ne pourraient plus soutenir la concurrence des sociétés étrangères. Le NPD imposerait les héritages et beaucoup d'autres choses et, s'ils prenaient le temps d'en faire une évaluation, les Canadiens constateraient rapidement qu'il serait impossible que toutes ces taxes remplacent la taxe sur les produits et services, loin de là; et, deuxièmement, cela reviendrait

tout simplement à faire passer le fardeau fiscal sur un secteur très concentré de l'économie, ce qui est ridicule.

Si le Nouveau Parti démocratique est tellement contre les taxes de vente, comment se fait-il que les trois gouvernements provinciaux NPD que nous avons en ce moment n'aient encore rien dans leur budget pour remplacer la taxe de vente provinciale?

Arrêtons-nous juste un moment là-dessus. Au Canada, la taxe sur les ventes des fabricants était une taxe cachée qui était imposée au niveau de la fabrication et tout le monde payait inévitablement, y compris les entreprises. Ces dernières devaient verser la taxe sur leurs intrants. Quatre sociétés d'État et deux études du Parlement avaient recommandé d'éliminer cette taxe à la fabrication et de la remplacer par une taxe à la consommation, c'est-à-dire précisément la taxe sur les produits et services. On la recommandait depuis des années.

Notre gouvernement était parfaitement au courant du risque politique qu'il prenait. Nous savions que cette taxe ne serait pas populaire. Aucune taxe ne l'est d'ailleurs. Or, les gens nous ont dit sans la moindre équivoque: «Nous voulons savoir où va l'argent des taxes. Qu'on nous montre les grands livres, car nous voulons savoir exactement où vont les recettes de la TPS.» Ce message nous est parvenu très clairement d'un bout à l'autre du pays. Dans chaque collectivité que j'ai visitée, on me l'a répété avec vigueur et clarté: «Nous voulons voir l'argent que vous recevez et savoir où il va. C'est bien beau de le déposer dans le Trésor pour mieux le cacher.» Voilà précisément ce que les gens nous ont dit, et c'est pourquoi nous présentons ce projet de loi.

Ce matin, à la Chambre, j'ai écouté en silence les députés du Nouveau Parti démocratique, je ne les ai pas interrompus et j'ai pris des notes sur certaines de leurs observations. Ils ont déclaré que nous devrions peut-être utiliser l'argent des taxes pour le consacrer à telle ou telle fin, notamment au recyclage de la main-d'oeuvre. Eh bien, depuis deux ou trois ans, le gouvernement a affecté 800 millions de dollars de plus dans la formation et le recyclage de la main-d'oeuvre canadienne. C'est exactement ce que nous avons fait. Il a été question des égouts et des services d'eau dans les réserves autochtones du Canada où c'est une vraie honte. Dans certaines de ces réserves, la situation concernant l'eau potable et les réseaux d'égout, que nous tenons pour acquis dans nos municipalités, constitue un vrai scandale. Notre gouvernement a accru les dépenses pour que ces systèmes d'eau et d'égouts atteignent une norme acceptable. Il y consacra 130 millions de dollars pendant les cinq prochaines